



www.experians.net

Newsletter 3 : Phnom Penh

Mai 2004

Experians est une association française loi 1901 créée par deux jeunes diplômés de l'Ecole Polytechnique (Paris). Son objectif est d'étudier les solutions développées face aux problèmes d'assainissement dans les quartiers urbains pauvres des pays en développement. A partir d'expériences de six villes : Delhi, Hanoi, Phnom Penh, Santiago, Buenos Aires et Antananarivo, l'association entend apporter un oeil nouveau et une analyse transverse sur ces problèmes

Phil se rend dans un bidonville sur les rives du fleuve Bassac afin de discuter avec les habitants d'une communauté. Il rencontre alors **Seng**, père de famille et chauffeur de moto-taxi. La discussion s'engage....

Phil : Bonjour. Ca fait longtemps que vous vivez ici ?

Seng : Non. Je suis ici depuis 6 mois. Auparavant, je vivais dans une maison en tôle sur le toit d'un vieil immeuble du centre-ville. Malheureusement, un incendie « d'origine indéterminée » (soupir de Seng...) a détruit toutes les habitations temporaires sur ce toit il y a deux ans. Nous avons été déplacés sur un site de relogement à 30 kilomètres de Phnom Penh. J'ai eu la chance d'obtenir le lopin de terre promis par les autorités là-bas !

Beaucoup n'y ont pas eu accès car le leur a été revendu en sous-main. Le problème là-bas, c'est que le site est situé en pleine campagne, au milieu des rizières et je ne pouvais pas travailler. Nous sommes restés là-bas tant que possible puis j'ai revendu mon terrain à un homme d'affaires. Il paraît que ça vaudra cher dans quelques années mais je n'avais pas le choix. Quand nous sommes revenus à Phnom Penh, le seul



logement que nous avons pu trouver est ici sur la rive du Bassac.

Phil : Vous êtes propriétaire de votre maison ?

Seng : Oh non.... Je n'ai pas assez d'économies pour payer les 50 dollars de « pseudo permis de construire » à la police. Je loue une pièce dans cette maison en bambou que je partage avec deux autres familles.

Phil : Au niveau des toilettes, comment faites-vous ?

Seng : Récemment, des toilettes communes ont été construites par l'ONG Urban Resources Center (URC) pour pallier à une situation d'urgence : ce sont des blocs de tôle et une fosse toute simple, mais ça dépanne : une solution temporaire pour des habitants dits « temporaires »...

Phil : Et vos déchets ?

Seng : Nous les jetons sous la maison. Le fleuve emporte tout lors des inondations chaque année et de toute façon, il n'y pas de ramassage d'ordures par ici, à part la récupération par les

« waste pickers ».

Phil : Ils sont nombreux ?

Seng : En ville, oui. Il y a beaucoup d'enfants « waste pickers » qui ramassent les déchets recyclables.... Mon cousin est « waste picker » : avant c'était dur, mais maintenant ça va un peu mieux depuis qu'il participe à un projet avec une association de « waste pickers » soutenus par l'ONG CSARO : il gagne un salaire et il peut utiliser des infrastructures telles que toilettes et douches quotidiennement. Mais certains de ses collègues, notamment ceux qui travaillent et vivent sur la décharge, mènent une vie difficile... C'est terrible là-bas...

Phil : Je suis allé voir en effet... Mais revenons plutôt à vous, quelles sont les évolutions par rapport à auparavant ?

Seng : Notre situation s'est dégradée. Avant sur le toit, nous déposions les déchets dans la rue et ils étaient plus ou moins collectés. Nous pensions être bien établis sur notre toit et nous avons réussi à nous cotiser et, avec l'aide d'une ONG, à construire un drain, mais le feu a tout détruit. C'est pourquoi aujourd'hui les ONGs ne vont plus que là où les gens sont propriétaires...

Phil : Et votre nouvelle communauté, vous vous y sentez bien ?

Seng : J'ai du mal à y croire, notre dernier leader est parti avec nos économies et celui du toit avait été acheté avec 10 lopins de terre en échange de la promesse que nous irions tous là-bas, à 30kms... On nous avait menti, il n'y avait rien là-bas... Je ne crois pas non plus au gouvernement : vous voyez le chantier là-bas, ils avaient dit aux squatters qui habitaient là qu'ils en feraient un parc et les gens étaient partis avec l'idée que la ville serait plus belle... Maintenant c'est un grand hôtel et, juste en face, un casino... Aujourd'hui, sur la rive du Bassac, je n'ai plus rien à part ma moto. En temps que locataire, je n'ai droit à rien. Des rumeurs disent que le gouvernement va légaliser... Mais vous savez, il suffit d'un nouvel incendie « d'origine inconnue » pour nous déplacer à nouveau... et construire un nouvel hôtel de luxe...

**La corruption
pourrait tous les
projets de
développement à
tous les niveaux,
des chefs de
communautés à
l'administration.**

Entretien avec **M. Kor** (cambodgien et membre actif d'une ONG de solidarité internationale) et **Mme Bing** (consultante indépendante auprès des autorités cambodgiennes) :

Phil : Bonjour. Je suis étonné de voir le recours systématique à la communauté pour améliorer la situation des quartiers pauvres. Est-ce une solution miracle ?

M. Kor : Ce n'est en tout cas pas un concept traditionnellement ancré dans la culture cambodgienne, mais les ONGs et les organisations internationales sont venues nombreuses au Cambodge avec la conviction profonde que l'approche communautaire y marcherait comme ce fut le cas dans les pays voisins. En tout cas, les gens ont vite compris le message « Formez une communauté, on vous financera... » et ils se sont constitués en communautés de manière malheureusement assez artificielle et instable...

Mme Bing : Si vous connaissez la solution miracle, je suis preneuse... Aujourd'hui, c'est la solution prônée par la communauté internationale mais, bien sûr, elle est perfectible. La société cambodgienne est aujourd'hui très individualiste et clientéliste, aussi a-t-on du mal à obtenir des résultats à la hauteur de nos objectifs.

Phil : En ce qui concerne les squatters, quel est leur avenir selon vous ?

Le « land sharing » : les terrains occupés par les squatters seront construits par une compagnie privée. Une moitié sera pourvue aux anciens squatters et l'autre utilisée à des fins privées.

M. Kor : Nous sommes assez pessimistes. Les feux d'origine indéterminée se sont calmés et la municipalité a renoncé à relocaliser les populations à plusieurs kilomètres de la ville. Mais les associations puissantes qui soutenaient les ONGs locales dans leur travail avec les communautés, et je pense plus particulièrement à UN-Habitat, se sont retirées. Les ONGs doivent discuter désormais

directement avec leur gouvernement qui ne les affectionne pas en général. Pour ce qui est de l'avenir, on parle aujourd'hui de « land sharing » : les terrains occupés par les squatters seront construits par une compagnie privée. Une moitié sera pourvue aux anciens squatters et l'autre utilisée à des fins privées. Tout le monde y gagne. Cette solution paraît très bonne à première vue.

Mme Bing : Je crois que ce que M. Kor essaie de nous dire, c'est qu'en théorie, la solution peut fonctionner mais c'est sans compter avec la corruption et l'appât du gain de ces compagnies privées : rappelez-vous le parc du Bassac devenu un grand hôtel... La corruption pourrit tous les projets de développement à tous les niveaux...

M. Kor : Même au niveau de la communauté, les chefs sont facilement corruptibles. Combien sont partis avec les caisses de la communauté ? ...

Phil : En termes d'assainissement, Phnom Penh est une ville fréquemment inondée. Des actions sont-elles menées ?

M. Kor : Nous construisons des drains secondaires dans les communautés que l'on raccorde au réseau primaire de la ville. Ces projets sont financés en général en partie par la

communauté (25 à 50 %) et en partie par un partenaire du développement.

Mme Bing : Le problème, c'est que le réseau primaire est sous-dimensionné et dans un état dramatique donc le problème subsiste et n'est que déplacé.

Phil : Et les eaux usées ?

M. Kor : Il y a les lacs et les canaux ...

Mme Bing : Rien n'est prévu pour le traitement mais quelques actions ponctuelles d'amélioration des canaux d'évacuation ont vu le jour, notamment grâce à JICA, la coopération japonaise.

Phil : En termes de santé, les conséquences doivent être graves...

M. Kor : La prise de conscience des liens entre assainissement et santé est faible dans nos communautés...

Mme Bing :

Quand on pense que lors d'un sondage réalisé en 2000 à Phnom Penh, plus d'un enfant sur quatre avait eu une diarrhée dans les 15 jours précédant le sondage, on peut parler d'urgence sanitaire.

Phil : Et quid des déchets solides ?

M. Kor : C'est une grande problématique. La compagnie Cintri

qui détient le monopole de la collecte pour les 48 prochaines années perd beaucoup d'argent car les habitants refusent de payer pour leurs déchets en dépit du prix faible qu'on leur demande. En ce qui concerne les quartiers pauvres, elle tente des actions pour introduire une pré-collecte dans des quartiers pilotes...

Mme Bing : Les habitants ne sont pas satisfaits du service. Les ordures, pas toujours ramassées quotidiennement, s'entassent sur les trottoirs. La coopération japonaise vient de présenter son master plan des déchets solides pour la ville à la municipalité, le 26 mai. Le secteur est en train d'évoluer et en a grand besoin. A suivre ...

Phil : Merci à vous deux pour ces précieuses informations.



Ressources électroniques :

URC (Urban Resource Center) : <http://urc.freehomepage.com/URCBG.htm>

CSARO (Community Sanitation and Recycling Organization) : www.bigpond.com.kh/users/csaro

Phnom Penh Municipality : www.phnompenh.gov.kh

JICA (Japan International Cooperation Agency) : www.jica.org.kh

WSP (Water and Sanitation Program) : www.wsp.org

Handicap International : www.handicap-international.org ;

Contacts Experians :

julien.gabert@m4x.org , celia.de-lavergne@m4x.org , www.experians.net .